

La coopération franco-marocaine en défense franchit un cap décisif. Après la création d'un comité d'armement bilatéral et le déploiement d'une offre stratégique française au Maroc, l'heure est venue de passer des intentions aux infrastructures. Un centre d'essais de tirs commun, implanté dans le Sahara marocain, s'imposerait comme le projet le plus ambitieux pour concrétiser cette alliance industrielle.

Depuis plusieurs années, Paris et Rabat multiplient les signaux d'un rapprochement défense inédit. La création d'un [comité d'armement franco-marocain](#), impliquant la Direction générale de l'armement (DGA) aux côtés d'acteurs marocains comme l'UM6P et Maghreb Steel, a posé un cadre institutionnel solide. Les ambitions sont claires : structurer une Base industrielle et technologique de défense (BITD) marocaine, organiser des transferts de technologie, et positionner la France comme partenaire stratégique de référence dans un marché où la concurrence — américaine, israélienne, turque, italienne — est de plus en plus agressive.

Une coopération industrielle de défense se construit sur des projets concrets, des outils communs, des expériences techniques vécues ensemble. C'est précisément ce qui manque encore au dispositif franco-marocain : un site d'essais et de qualification des systèmes d'armes au profit de la filière munitions, capable d'accompagner un large spectre de programmes. Le Sahara marocain offre ce cadre. Il serait très opportun de le saisir.

Les limites des polygones européens

Pour comprendre l'opportunité, il faut d'abord mesurer la contrainte. En Europe, les centres d'essais de tirs souffrent d'un paradoxe croissant : à mesure que les besoins en qualification de munitions augmentent — sous l'effet de la remontée en puissance des armées et de la relance des programmes d'armement terrestre —, les capacités disponibles se réduisent.

Les causes sont bien identifiées. La pression écologique et les directives Natura 2000 réduisent les plages d'utilisation des polygones militaires. Les riverains s'opposent à l'extension ou à l'intensification des activités de tirs. Les restrictions saisonnières — interdictions de tirs en période de sécheresse ou de forte chaleur (risques d'incendies qui se sont déjà produits) — paralysent des semaines entières de programme. Les fenêtres météorologiques contraignent les essais balistiques, où un vent excessif invalide les mesures. Des grands centres spécialisés comme *le Bofors Test Center* suédois, ou *l'Alkantpan Test Range* sud-africain sont coûteux.

Pour la filière française des munitions — mortiers de 81 et 120 mm, canons de 105 et 155 mm, roquettes, munitions rôdeuses, systèmes de drones armés —, cette raréfaction des sites constitue un frein opérationnel et commercial réel. Les retards dans les campagnes d'essais se traduisent en retards de livraison, en surcoûts de programmes, en pertes potentielles de contrats à l'export.

Problématiques rencontrées :

- Pression écologique
- Multiplication des incendies
- Manque d'homogénéité géographique du site
- Terrain peu propice pour retrouver des munitions non explosées (littoral, marécages, etc...)
- Pollution
- Transit des munitions
- Manque de souplesse dans les portées
- Manque de souplesse dans les créneaux d'essais (agendas)
- Pas de tirs pas toujours adaptés
- Défaut de formation sur nos systèmes d'armes
- Manque d'équipements (matériels, infrastructures...)
- Sous-traitant ne voulant pas aller dans un centre de test administré par un concurrent
- Respect des agendas (retard dans les programmes, etc...)
- Problèmes de qualité de produits de partenaires/sous-traitant
- Plages horaires restreintes pour effectuer les tests
- Saisons où les tirs sont interdits (sécheresse, ...)
- Analyse et retours des données : temps assez long chez la DGA pouvant aller jusqu'à 6 mois
- Gestion très longue de la dimension contractuelle : exp avec l'INTA (Espagne)
- Nombre de réceptacles
- Raréfaction des sites spécialisés dans les tirs de développement
- Non possibilité d'effectuer des tirs de développement sur des sites militaires (sécurité)
- Riverains de moins en moins favorables à la poursuite de ce type d'activité
- Site trop venteux (tir balistique avec un vent max de 15 voire 10 m/s.

Le Sahara, une réponse géographique à un défi industriel majeur avec le retour de la guerre de haute intensité

Face à ces contraintes, le Sahara marocain s'impose avec une évidence presque dérangeante tant elle est sous-exploitée. Superficie quasi illimitée, homogénéité du terrain, conditions climatiques extrêmes exploitables à des fins d'essais environnementaux, absence de riverains, espace aérien disponible pour les trajectoires longues et les drones : le désert offre précisément ce que les polygones européens ne peuvent plus garantir.

Le Royaume a d'ailleurs déjà démontré sa capacité à accueillir des exercices militaires d'envergure internationale, servant de plateforme d'expérimentation grandeur nature. Structurer cette vocation en infrastructure permanente et dédiée est le prolongement naturel de cette trajectoire.

Un centre complet, pour tous les types d'essais

Le projet envisagé ne se limite pas à un simple champ de tirs. Il s'agit d'un centre d'essais intégré, capable de couvrir l'ensemble du spectre des besoins modernes :

- Tirs de recette, pour certifier les lots de munitions avant livraison à un client, conformément aux dossiers d'acceptation établis par les autorités de défense.
- Tirs de développement, pour valider les étapes successives de création d'une nouvelle munition — des tirs d'ancrage et de réglage jusqu'aux tirs actifs — en conditions réelles et instrumentées.
- Essais environnementaux et climatiques, en exploitant les amplitudes thermiques naturelles du désert, complétées par des caissons climatiques portables permettant de simuler toute la gamme des conditions d'emploi.
- Essais de systèmes complexes, incluant les munitions rôdeuses à guidage terminal, les roquettes à longue portée, et les drones armés nécessitant des couloirs aériens dégagés et des zones d'impact sécurisées.

L'équipement technique du centre inclurait les outils de mesure indispensables aux tirs de développement modernes : radars Doppler haute fréquence pour l'analyse des trajectoires, radars de vitesse en sortie de bouche, tourelles optroniques multicaméras pour le suivi en vol, capteurs de pression, drones de poursuite et de reconnaissance des zones d'impact, ainsi que les équipements de radiographie et de déterrage sécurisé (véhicules robotisés) des munitions non explosées.

Le site entreposerait en permanence les armements destinés aux tests (canons de 105 et 155 mm, mortiers 120 mm, Griffon MEPAC, etc) pour éviter des déplacements coûteux et permettre la formation d'équipes opérationnelles efficaces pour la réussite des tirs. Ces formations pourraient être assurées par la société [Défense Conseil International \(DCI\)](#) qui a une longue expérience dans ce domaine.

Les actionnaires français de ce projet pourraient être KNDS, Thales, MBDA, Safran, Lacroix...

Un complexe d'accueil à la hauteur des enjeux

Un tel centre ne peut se concevoir comme un simple polygone isolé. Les campagnes d'essais mobilisent pendant des semaines des équipes d'ingénieurs, des représentants industriels, des délégations militaires étrangères en visite, des experts de la DGA ou des autorités d'homologation marocaines. Ces équipes ont besoin d'un cadre de travail et de vie adapté à des missions longues, à la hauteur du niveau d'exigence professionnelle attendu. Le but étant de réduire au maximum la durée des programmes pour la satisfaction des clients.

D'un point de vue logistique les munitions à tester seraient acheminées par bateau jusqu'au port de Dakhla qui dispose aussi d'un aéroport avec des vols directs vers Paris.

En complément des infrastructures techniques, le site proposerait également un complexe hôtelier haut de gamme pour des séjours prolongés comprenant des salles de conférence et de debriefing équipées permettant l'analyse des données sur place, espaces de représentation

pour les réunions bilatérales et les démonstrations sur invitation, restauration de qualité : l'ensemble transforme le centre en un véritable hub régional de défense propice à la consolidation de partenariats.

Cette dimension n'est pas anodine. Dans un secteur où la confiance se construit dans la durée et la proximité, offrir un cadre accueillant et discret — loin de l'austérité des anciens polygones — est un argument commercial et diplomatique à part entière. Venir travailler au centre franco-marocain du Sahara, c'est bénéficier d'un environnement professionnel complet, dans un site souverain et sécurisé, à mi-chemin entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne.

Un projet véritablement structurant

Pour la France et son industrie de défense, ce centre représenterait une opportunité aux goulots d'étranglement des essais européens avec une réduction des délais et des coûts de qualification, et une plateforme d'exposition vers les clients africains et du Golfe que le Maroc peut mobiliser mieux que quiconque. Il consolide surtout la position française dans une compétition féroce pour s'imposer comme partenaire de référence d'un Maroc qui a décidé de ne plus dépendre d'un fournisseur unique. Ce centre serait également disponible presque tout le long de l'année.

Pour le Maroc, ce projet concrétiserait une ambition souveraine de longue date : disposer sur son territoire d'un outil de qualification autonome pour ses acquisitions et ses futurs programmes de production nationale, former ses ingénieurs militaires et civils aux métiers des essais, et s'affirmer comme hub industriel de défense rayonnant vers l'ensemble du continent africain et la Méditerranée.

Ensemble, les deux pays peuvent bâtir quelque chose qu'aucun des deux ne pourrait construire seul : un centre de référence régionale, ancré dans un partenariat stratégique solide pour la France et le Maroc pouvant bénéficier également à l'Europe et au continent africain.